

« TENDANCES DE L'ORIENT »

Clinton dissout le Conseil national syrien

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 7 NOVEMBRE 2012

ENGLISH ESPAÑOL



Hillary Clinton ne veut plus du Conseil national syrien ; une structure composée par ses sponsors français et qatari.

Pourquoi Clinton dissout le Conseil national syrien

Par Ghaleb Kandil

L'Administration Obama a décidé de dissoudre le Conseil national syrien (CSN) et de restructurer l'opposition selon des conditions et des normes qu'elle a elle-même posées pour le choix des forces et des personnalités qui la composeront. Cette décision constitue une preuve criante que cette opposition n'est, en fait, qu'un instrument lié aux États-Unis et que son rôle consiste uniquement à exécuter le complot de l'alliance impérialiste dirigée par Washington, et qui regroupe l'Otan et des États de la région liés à l'Occident.

Cette décision annoncée par la secrétaire d'État Hillary Clinton met donc en relief certains aspects des liens existant entre ladite opposition syrienne de l'extérieur et certains partis et figures de l'intérieur. Elle prouve qu'il ne s'agit pas de personnalités et de forces patriotiques et indépendantes, qui placent l'intérêt de la Syrie au-dessus de tout, comme elles le prétendent. Leur principal souci est en réalité de satisfaire les États-Unis et les pays arabes et régionaux qui leur offrent argent et soutien, et en contrepartie, elles doivent mettre à exécution le plan dessiné pour elle, lequel sert, bien entendu, les intérêts américano-sionistes. Ainsi, les officines de l'opposition et leurs groupes armés ne sont que des outils chargés de mettre en œuvre un complot extérieur, exactement comme l'affirme le commandement syrien depuis le premier jour de l'éclatement de la crise. L'État syrien livre donc une résistance légitime à une agression destinée à détruire le pays, démanteler ses institutions et démembrer sa géographie.

Pour justifier sa décision de restructurer l'opposition syrienne, Mme Clinton a invoqué la nécessité de faire face aux dérives extrémistes qui augmentent sur le terrain. Elle veut parler des groupes takfiristes et autres mouvances qaïdistes. Mais ce que la cheffe de la diplomatie états-unienne ne dit pas, c'est que tous ces groupes ont été créés et ont prospéré sous la supervision directe des États-Unis ou de leurs proches alliés, turcs ou arabes du Golfe, qui ont offert armes, argent, soutien logistique et expertises. Si ces groupes avaient réussi dans la mission qui leur avait été confiée, celle de détruire l'État syrien, Washington n'aurait pas vu la nécessité de les « *restructurer* ». Mais comme ils font du surplace depuis des mois et que leurs pratiques sauvages et barbares commencent à apparaître aux yeux du monde entier, Mme Clinton a été contrainte de faire ces « *aveux* ». Dans le même temps, cette « *nouvelle structure* » devrait lui servir à mieux négocier une stratégie de sortie de crise avec l'État syrien, sous la direction du président Bachar al-Assad, et sous l'égide de la Russie et de la Chine. Les États-Unis espèrent que cette façade sera leur représentant lors des prochaines élections présidentielles, prévues en 2014.

Juste après l'annonce du faire part de décès du CNS par Mme Clinton, toutes les divergences entre les oppositions

syriennes sont remontées à la surface, montrant à quel point ceux qui prétendaient vouloir diriger la Syrie de demain sont légers, irresponsables, manipulés par l'extérieur et sans vision. Derrière eux se dressent leurs multiples mentors régionaux qui tentent de préserver un brin d'influence au sein de la « *nouvelle structure* » inventée et filtrée par Washington. Mais ces derniers ne laisseront que des miettes à leurs partenaires.

Des mercenaires, dénués de tout sens patriotiques, voilà le vrai visage de ladite opposition syrienne.

Événements

- Des affrontements à la frontière libano-syrienne ont fait jeudi matin un mort, un rebelle syrien, et 13 blessés parmi les forces de sécurité libanaises, lorsqu'un véhicule syrien a refusé de s'arrêter à un barrage. Un pick-up avec à son bord 15 personnes a tenté de traverser la frontière depuis la Syrie et a refusé de s'arrêter au check-point dans la région de Hnaider, près de Eرسال. Des affrontements ont alors éclaté entre les passagers, qui étaient armés, et les forces de sécurité libanaises qui leur demandaient l'identité du blessé. Un passager du véhicule a appelé le président du Conseil municipal de Eرسال, Mohammad Hojeiry, qui a dépêché quelque 70 partisans armés. 13 membres des forces de l'ordre ont été transférés à l'hôpital de Baalbeck. Le blessé est décédé des suites de ses blessures.

- Le quotidien *Al-Akhabar* rapporte que le secrétaire général du Courant du futur, Ahmad Hariri, n'a pas tenu sa promesse de payer ses partisans pour leur action à Saïda à l'issue de l'assassinat de Wissam al-Hassan. Ces jeunes gens ont exécuté les ordres de Hariri et de ses cadres en coupant les routes, en brûlant des pneus, en érigeant des barrages de contrôle d'identité et en tirant aux armes à feu pour faire respecter de force l'appel à la grève décrété par le 14-Mars.

- Le journaliste libanais membre du Courant du futur, Nadim Koteiche, qui avait incité les manifestants à attaquer le Grand-

Sérail, dimanche 21 octobre, a été entendu par la brigade d'investigation criminelle. À l'issue de son interrogatoire, qui a duré une heure, le journaliste a été libéré sous caution d'élection de domicile. Le procureur général près la Cour de cassation, le juge Hatem Madi, a déféré lundi à la police judiciaire l'information qui avait été soumise au parquet de la Cour de cassation contre M. Koteiche après son discours.

Déclarations et prises de positions

Najib Mikati, Premier ministre du Liban

« La réponse naturelle à toutes les critiques, c'est notre productivité. J'espère qu'il y aura encore plus de productivité de la part du cabinet en attendant que le président de la République parachève les consultations qu'il mène avec les pôles d'influence politiques dans le pays afin de trouver une issue à cette crise. Depuis que le gouvernement a été formé, on entend les mêmes mots. Le 14-Mars veut le renverser. Pour moi, la démission devrait être un facteur de solution et non un facteur de crise nouvelle. Ce qui serait positif, c'est que le Liban n'entre pas dans le vide, d'autant que nous traversons une période difficile au niveau de toute la région. »

Général Jean Kahwaji, commandant en chef de l'Armée libanaise

« Les unités militaires stationnées à Tripoli doivent prendre les mesures les plus strictes pour instaurer la sécurité dans la ville et empêcher d'importer ou d'exporter la discorde, en intensifiant les patrouilles et en ripostant aux tirs, quelle que soit leur provenance. Il existe des dangers qui entourent le Liban, notamment au Nord. Il n'est plus permis que Tripoli reste sous la coupe des miliciens. Des forces subversives ont profité de la crise politique pour porter atteinte à la sécurité des citoyens. La troupe a pris des mesures efficaces dans les régions qui présentent des groupements non libanais. Tous les ressortissants étrangers sont invités à respecter la souveraineté du Liban. L'armée doit être à égale distance de tous les habitants de Tripoli, car elle soutient tous ceux qui respectent la loi. »

Béchara Raï, patriarche maronite

« Cette blessure de l'assassinat de Wissam al-Hassan est la nôtre. Mais il faut affronter les problèmes avec calme. Il faut cesser les accusations politiques lancées après l'attentat. Nous refusons la loi de la jungle. Il existe une justice et des institutions. L'assassinat du général al-Hassan a pour objectif de pousser le Liban dans les labyrinthes de la violence. L'appel au dialogue du président Michel Sleiman est le meilleur moyen de passer d'un gouvernement à un autre. La paralysie de l'État et le vide sont interdits. L'Armée libanaise et les Forces de sécurité intérieure sont, dans leur action sur le terrain, deux véritables remparts et garanties pour l'unité du Liban. »

Naïm Kassem, secrétaire général adjoint du Hezbollah

« Le 14-Mars doit faire preuve de sagesse et prendre en considération l'intérêt du Liban à ne pas torpiller l'État. Le blocage et le chaos ne changeront pas l'équation établie au Liban. Dans le contexte enflammé dans lequel se trouve le Liban, la stabilité politique devient une priorité. Le 14-Mars a haussé le ton afin d'échapper aux discussions portant sur la nouvelle loi électorale, dans l'objectif de maintenir la loi de 1960. »

Revue de presse

As Safir (Quotidien libanais proche de la majorité, 2 novembre 2012)

Nabil Haïtham

Un ténor du 14-Mars s'interroge : « Quid après la publication du dernier document des forces du 14 Mars réunies à la Maison du Centre » ? Et de répondre : « La mise en place d'un nouveau document ». Le 14 Mars, dit-il, a publié depuis 2005 une pléthore de documents relégués aux tiroirs de son secrétariat général. Aujourd'hui, constate-t-il, ce mouvement est appelé à rendre compte aux Libanais en général à ses partisans en particulier de ce qu'il a pu concrétiser à cet égard. Il doit pouvoir dire franchement à notre public qu'au plus fort de notre intifada en 2005, nous avons été incapables de traduire en acte les slogans que nous avons brandis à

l'époque. Comment rendre alors applicables les revendications encore difficiles, formulées dans le dernier document dans le contexte local, régional et international actuel ?

Un responsable du 8-Mars a considéré que le 14-Mars aurait pu s'offrir l'occasion de s'en prendre au gouvernement et de le mettre dans une situation critique sur le plan tant politique que populaire s'il avait réclamé une séance au Parlement pour un vote de confiance au gouvernement.

Une personnalité éminente du 14-Mars reconnaît que ce mouvement est dans l'impasse, sans manquer de constater que le 8-Mars lui-même et le pays en entier sont dans l'impasse, étant donné que toute la région est embrasée. La même source appelle le 14-Mars à reconsidérer l'expérience du mouvement souverainiste afin de mettre en place un filet de sécurité permettant de faire passer cette période transitoire le temps que la situation en Syrie se décante.

As Safir (1er novembre 2012)

Imad Marmal

Le 14-Mars a relevé le plafond de la confrontation avec le gouvernement et le Hezbollah et est allé très loin dans le boycott et la rupture, sans parvenir à préserver une voie de sortie. Il semble que l'opposition ait acheté un billet aller sans retour.

Le « document de Wadi Abou Jmil » montre que l'opposition n'est pas disposée, pour le moment, à accepter « une solution médiane ». Elle a décidé de se lancer dans une aventure politique ouverte à toutes les possibilités, accompagnée d'un « coup d'État blanc » contre le secrétariat général du 14-Mars, essentiellement représenté par ses deux symboles, Farès Souhaid et Samir Frangié, avec qui s'est solidarisé Elias Atallah. Le Courant du futur et les Forces libanaises ont pris les clés du commandement, avec un rôle de second plan aux Kataëb. Farès Souhaid affirme que le 14-Mars « mène une révolution contre le Hezbollah et ce qu'il reste du régime syrien, aussi est-il nécessaire d'assurer la plus large participation à ce mouvement qu'il ne faut pas limiter au trio Futur-FL-Kataëb ».

Pour leur part, les forces du 8-Mars se comportent la tête froide avec le « document de Wadi Abou Jmil », qui « n'a apporté rien de

fondamentalement nouveau ». Selon une personnalité éminente du 8-Mars, ce document est un « mélange de la littérature du 14-Mars, tellement prolix qu'elle en perd toute sa crédibilité ».

Cette personnalité estime que le document du 14-Mars n'était qu'une bombe fumigène destinée à dresser un écran avec les événements qui se sont produits, notamment les échecs que la coalition a subis depuis l'assassinat du général Wissam al-Hassan : le déploiement milicien dans les rues ; les affrontements contre l'Armée libanaise ; la faiblesse de la mobilisation lors des funérailles et la tentative ratée de prendre d'assaut le Grand-Sérail ; la modestie des sit-in de Beyrouth et de Tripoli.

La même personnalité ajoute que l'opposition, ayant réalisé que l'attaque contre le sérail, avec ce qu'il symbolise, s'est retournée contre elle, a décidé de transporter la bataille sur un autre terrain. Elle a donc décidé de concentrer ses attaques contre le Hezbollah, en pensant que cela resserrerait les rangs de sa base populaire.

Et la personnalité du 8-Mars de poursuivre : « Le 14-Mars essaye d'imposer l'équation suivante : le gouvernement est entre vos mains et la loi électorale de 1960 est entre les notre. Le 14-Mars tente ainsi d'instaurer un équilibre de la terreur sur la base que si nous n'acceptons pas la formation d'un nouveau gouvernement, les élections auront lieu forcément conformément à la loi de 1960, qui est actuellement en vigueur. » Cependant, la même source affirme que le 14-Mars commet « une grave erreur de calculs, car des forces principales du 8-Mars ont clairement fait savoir qu'elles boycotteraient les élections si elles ont lieu sous la loi de 1960 ».

As Safir (31 octobre 2012)

Les ténors du 14-Mars ont décidé de continuer à boycotter le gouvernement. Ils préparent le terrain à une confrontation de longue durée à travers l'adoption d'un document qui ressemble à une déclaration de guerre et qui reflète leurs efforts visant à restaurer l'éclat perdu à l'issue de la prise d'assaut du Grand-Sérail. Une grande partie du document était réservée aux attaques contre le Hezbollah, et ce dans une tentative de mobiliser et de resserrer les rangs de l'opposition et de son public. Les accusations formulées contre le parti figuraient dans les différents points abordés dans le document, notamment dans ceux relatifs au

gouvernement, à la crise syrienne, au TSL, au conflit avec Israël et aux armes. Si ce document, était principalement adressé contre le Hezbollah, le gouvernement et le régime syrien, il n'a toutefois pas épargné la Présidence de la République et le Patriarcat maronite lesquels conviennent de la nécessité de retourner à la table de dialogue afin de traiter les conséquences de l'assassinat du général Wissam el-Hassan.

Paradoxalement, la rencontre de la Maison du Centre assistait à la dislocation du secrétariat général du 14-Mars. Deux de ses symboles, Farés Souaid et Samir Frangié, rejoints par Elias Atallah, ont boycotté la réunion, exprimant leur refus de réduire le mouvement du 14-Mars au Courant du futur, aux FL et au parti Kataëb. Ceci soulève des interrogations sur le rôle que le secrétariat général jouera dans l'avenir. Il est également à noter la participation du représentant de la Jamaa islamiya, le député Imad Hout à la rencontre.

Par ailleurs, des participants à la réunion ont affirmé au quotidien *As-Safir* que le communiqué émanant de la Maison du Centre dessine la feuille de route d'une bataille politique qui sera engagée contre le gouvernement, et ses parrains, aussi bien internes que régionaux. Ils ont considéré que l'insistance par le Premier ministre Najib Mikati et ses alliés de maintenir le gouvernement en place et d'exercer unilatéralement le pouvoir mènera à une paralysie interne totale et bouleversera les équilibres sensibles sur lesquels est fondé le Liban.

Des sources ont rapporté que des mesures pratiques et tangibles seront prises successivement afin d'accentuer la pression sur le gouvernement, soulignant que le 14-Mars est déterminé à s'engager dans une bataille politique contre le gouvernement jusqu'à la fin. Des sources du parti Kataëb ont affirmé que le document du 14-Mars a adopté la proposition du parti Kataëb concernant la formation d'un gouvernement impartial de salut qui fera sienne la *Déclaration de Baabda*.

Najib Mikati a, pour sa part, considéré que les questions nationales se résolvent dans le calme et par le retour à la table de dialogue et non pas à travers les positions négatives et le boycott. Le Conseil des Ministres se réunira aujourd'hui au Palais de Baabda pour la 1ère fois depuis l'assassinat du général Wissam el-Hassan. Des

sources ministérielles ont affirmé que la séance revêt une importance particulière de par son timing et son contenu, considérant que le gouvernement devra transmettre un message clair soulignant qu'il continuera son travail en dépit des pressions qu'il subies.

An Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Rosanna Bou Mouncef (2 novembre 2012)

Les pays occidentaux sont inquiets : ils redoutent, après l'assassinat du général Wissam el-Hassan, que la série noire des attentats ne reprenne de plus belle au Liban. Ils redoutent, en même temps, les retombées de la crise en Syrie sur son voisin. Des sources diplomatiques notent toutefois une divergence entre la position américaine et celle des autres pays occidentaux au sujet du dossier libanais à l'heure actuelle, Ainsi, les États-Unis disent comprendre les démarches engagées par le 14-Mars et ne cautionnent plus le gouvernement du Premier ministre Najib Mikati, même s'ils posent une condition *sine qua non* : s'entendre, dans les plus brefs délais, sur un gouvernement de substitution. Washington mise en effet sur les efforts déployés par le président de la République Michel Sleiman afin de parvenir à un dénominateur commun.

De leur côté, les pays européens mettent la pression pour s'assurer que le gouvernement actuel restera en place jusqu'aux élections législatives. Leur logique est la suivante : il faut préserver la stabilité et éviter un vide politique dans le pays. D'ailleurs, ces pays sont obligés de tenir compte d'un autre facteur-clé : la présence de la Finul au sud du Liban.

An Nahar (31 octobre 2012)

Ibrahim Bayram

Lorsque, en 2007, l'opposition de l'époque a entamé son mouvement populaire couronné par le sit-in au centre-ville, Walid Joublatt, un des leaders du camp adverse, eut une idée innovante : « Ne faites rien. Hissez juste les drapeaux libanais. Attendez de les voir s'enliser dans leur propre crise ».

Il est évident que certains membres de la majorité actuelle se souviennent de cette gageure de l'attente. Mais au lieu de brandir des drapeaux libanais, la majorité brandit aujourd'hui le slogan de

la patience et du silence face à l'opposition. La question reste de savoir si cette approche de la majorité a porté ses fruits où si cette dernière n'aurait pas plus d'un tour dans son sac, de quoi lancer une attaque à la fois offensive et défensive durant les jours à venir. La majorité a toujours le temps de garder sa position actuelle vu que la partie adverse commet déjà des erreurs. En effet, dès les premiers instants, elle a voulu faire chuter le gouvernement, sans proposer d'alternative et sans consulter personne, enfreignant même certains principes consacrés par les accords de Taëf. Cette précipitation a révolté le président Sleiman.

Quant au Hezbollah, il s'est donné pour mission de calmer ses partisans et de ne pas se laisser entraîner à des réactions face aux actes de violence de l'opposition. Le pays a connu trois jours de folie. Mais le quatrième jour, les faits ont forcé l'opposition à se détourner de l'impasse vers laquelle elle se dirigeait en agissant précipitamment et en espérant obtenir des résultats immédiats.

Plus grave encore, le Premier ministre Najib Mikati s'est départi de sa diplomatie habituelle et de son souci de prendre en considération la scène sunnite, pour déclarer sans hésitation aucune qu'il ne démissionnera pas.

En bref, la majorité a pu se rendre compte que l'opposition s'enlisait dans sa propre crise et qu'elle tentait de s'en sortir en en faisant une crise nationale. En effet, elle est entrée en conflit direct avec le député Walid Joumblatt après avoir tenté de le convaincre de rejoindre ses rangs. Par ailleurs, elle s'est transformée en copie conforme de l'ancienne opposition qu'elle critiquait avec virulence pour ses attitudes négatives et pour sa tendance permanente à descendre à la rue.

Les pays étrangers, quant à eux, peinent à prendre position vis-à-vis de la situation au Liban. Ils oscillent entre leur peur des conséquences d'un vide gouvernemental au Liban et leur volonté de ne pas laisser le 14-Mars se débattre dans sa propre crise. La solution proposée a donc été de former un gouvernement d'unité nationale avant le départ du gouvernement actuel. Mais comme un tel gouvernement semble très difficile à former, voire impossible, la position de l'étranger peut être interprétée comme un feu vert au maintien du gouvernement actuel.

Al Akhbar (Quotidien libanais proche de la majorité, 2 novembre 2012)

Nasser Charara

Le regard que portent les États-Unis et l'Occident sur les présidents Saad Hariri et Najib Mikati n'est plus le même. Le chef du gouvernement est aujourd'hui admiré et apprécié par la communauté internationale, comme le démontre la panique qui s'est emparée des pays occidentaux lorsque Mikati a fait l'objet d'une virulente campagne de la part de l'opposition pour faire chuter son gouvernement. Hariri, qui se croyait l'enfant gâté de la communauté internationale, a découvert, du jour au lendemain, que cette communauté misait dorénavant sur Najib Mikati et sur son rôle dans plusieurs dossiers d'importance majeure, dont essentiellement la stabilité au Liban. D'où la grande surprise de Hariri qui a perdu le duel l'opposant à Mikati sur la scène internationale.

Les pays occidentaux voient dans Najib Mikati le meilleur Premier ministre pour le Liban à l'heure actuelle, au vu notamment de la crise qui fait rage en Syrie. Cette conviction s'est ancrée grâce à l'ancien président français Nicolas Sarkozy, et a gagné par la suite les États-Unis grâce à l'ambassadeur Frederick Hoff.

Une source diplomatique revient sur la rencontre Mikati-Sarkozy à Paris en février dernier, lorsque Saad Hariri avait tout mis en œuvre pour saboter la visite de Mikati à Paris. Quelques jours après ce déplacement, il reçoit de très mauvaises nouvelles qui lui ont été rapportées par des diplomates libanais ayant rencontré le conseiller diplomatique de Sarkozy, Jean-David Lévitte : « Sarkozy est admiratif de l'exposé qui lui a été présenté par le chef du gouvernement libanais, s'agissant notamment de la politique de distanciation à l'égard de la crise en Syrie ». D'ailleurs, à l'issue de son entretien avec Mikati, Sarkozy se serait exclamé : « Mikati est le meilleur ! » Lévitte explique en tout cas que Paris a décidé, après cette visite, de tourner la page et de donner un nouveau départ aux relations avec le Premier ministre libanais.

Le même constat vaut pour la nouvelle administration française : lors d'un entretien en marge de l'Assemblée générale de l'Onu, le nouveau président François Hollande s'est comporté vis-à-vis de Mikati d'une façon qui permet d'affirmer avec certitude que l'Élysée

perpétue la vision des choses qui était celle de Sarkozy. Le président Hollande a en effet appuyé la politique de distanciation et la stabilité économique pour laquelle a opté Mikati, et a promis d'œuvrer à relancer les décisions de la conférence de Paris-3. Il a également promis d'exhorter l'Union européenne à fournir une aide financière au Liban.

Mais le plus important reste, pour le chef d'État français, la stabilité rendue possible par l'approche de Najib Mikati, une stabilité vitale pour la France, qui déploie des militaires au sud du Liban. Tant et si bien que cette stabilité participe, ou peu s'en faut, à la sécurité nationale en France. Des observateurs français interrogés au sujet de la prochaine visite de Mikati à Paris répondent : cette visite sera l'occasion de jeter les bases d'une relation de partenariat sans précédent entre Mikati et Hollande dans les dossiers d'importance capitale pour les deux pays. Elle permettra par ailleurs de faire passer le relais de Hariri à Mikati, s'agissant du soutien de la France au Liban, et plus précisément, de la conférence de Paris-3. Soutien que l'ancien président Jacques Chirac avait exclusivement réservé à Rafic Hariri. En définitive, avec le déplacement du Premier ministre libanais en France et au Qatar, le soutien arabe et international dont avait bénéficié le haririsme politique sous Rafic Hariri profitera désormais au « mikatisme politique ».

Le regard porté par la communauté internationale sur Najib Mikati a commencé à changer lorsque ce dernier a décidé de verser la contribution libanaise au budget du TSL. L'admiration occidentale s'est par la suite renforcée avec la politique de distanciation adoptée vis-à-vis de la crise syrienne.

Al Akhbar (2 novembre 2012)

Nicolas Nassif

Le chef du Parti socialiste progressiste (PSP), Walid Joumblatt, a reçu, récemment, deux appels téléphoniques dont la teneur a été jugée très importante. Le premier venait de l'ancien vice-président syrien, Abdel Halim Khaddam, il y a moins de deux semaines, après l'assassinat du général Wissam al-Hassan. Le second du chef du comité de liaison du Hezbollah, Wafic Safa, qui l'appelait de la part du secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, en milieu de semaine dernière, pour lui exprimer ses hommages pour

la fête d'al-Adha.

Selon des sources bien informées, Khaddam a interrogé le chef du PSP sur les raisons de son pessimisme au sujet des événements en Syrie. M. Joumblatt a répondu : « Je ne suis pas pessimiste. Mes déclarations ne font que refléter la réalité de ce qui se passe en Syrie. L'Occident et la communauté internationale l'ont abandonné. Même l'Arabie saoudite et le Qatar ne cessaient de répéter que Bachar al-Assad était fini. Mais il n'est pas encore fini. Tout le monde va finir sauf Bachar ».

Après avoir discuté de cette question, M. Joumblatt a dit à son interlocuteur : « Le peuple syrien a été abandonné à son sort. Bachar va commettre davantage de massacres et personne ne l'arrêtera. Personne ne pourra le stopper. Notre situation au Liban ne supporte pas des aventures. Ils nous ont longtemps promis que le changement va arriver, mais il n'est pas venu. Il semble que Bachar va rester ».

Khaddam a répliqué : « Je souhaiterais, Walid Bey, que vous ne faites pas trop marche arrière sur vos positions concernant la Syrie. »

Joumblatt a répondu : « Malheureusement, je ne peux plus changer mes positions sur la Syrie et sur Bachar ». Cette dernière phrase prouve que le chef du PSP a définitivement abandonné l'idée de pouvoir revenir sur ses positions hostiles au régime syrien, quelle que soit l'issue de la confrontation. Qu'Assad reste ou parte.

L'autre appel téléphonique allait au-delà d'une simple félicitation entre deux partenaires gouvernementaux, qui sont proches ou éloignés, au gré des dossiers. Wafic Safa a transmis à M. Joumblatt l'appréciation de sayyed Nasrallah au sujet des dernières prises de positions du chef du PSP concernant l'escalade et les crispations qui ont suivi l'assassinat du général al-Hassan, son soutien au gouvernement de Najib Mikati et son refus de le renverser au risque de saper la stabilité. Mais cela ne dissipe pas leurs divergences sur la crise syrienne.

Al Akhbar (1er novembre 2012)

Joséphine Diab

Les visiteurs de Bkerké rapporte que le spectacle de l'ancien Premier ministre Fouad Siniora, en train de lire les revendications du 14-Mars, avec à sa droite le chef des Forces libanaises et à sa

gauche le président des Kataëb, n'a pas été apprécié par le patriarcat maronite. Non pas à cause de considérations confessionnelles mais pour des raisons politiques, car les leaders chrétiens semblaient alignés derrière leur allié qui lisait un communiqué dont le seul but est de renverser le gouvernement.

Bkerké appelle à « l'unité des rangs pour construire l'État et les institutions » toutefois, elle ne voit dans les demandes du 14-Mars que « des positions négatives qui ne contribuent pas à l'édification de l'État ». Leur boycott du dialogue national est une attitude négative qui ne participe pas à la construction de l'État, précisent les milieux du patriarcat. C'est un comportement illogique, surtout dans un pays où le recours à la rue est le substitut au dialogue. » « Qu'ils nous donnent une raison valable est convaincante pour justifier le boycott du dialogue », ajoutent-ils.

Et les milieux de Bkerké de poursuivre : « Fouad Siniora sait très bien que lorsqu'il était encerclé dans le Sérail, Bkerké se tenait à ses côtés et refusait qu'il soit renverser par la rue. Il est inacceptable de précipiter le pays dans le vide politique. Il est étonnant que le 14-Mars accuse ses adversaires de véhiculer le projet de l'anti-État, alors que ses positions aujourd'hui ne montrent pas du tout qu'il cherche à construire l'État. » Les milieux du patriarcat maronite rejettent les justifications sécuritaires avancées par le 14-Mars pour boycotter le dialogue. « Comment peuvent-ils être menacés sur le chemin en se rendant au dialogue alors qu'on les voit se réunir ailleurs », s'interrogent-ils. « Le gouvernement ne tombera pas car il est interdit que le pays s'installe dans le vide ». Les mêmes sources ajoutent : « Boycoter le dialogue et le Parlement signifie qu'il n'y aura pas d'accord sur une nouvelle loi électorale. Cela va nous mener vers l'inconnu. Ils nous placent devant le choix suivant : soit la loi de 1960, soit pas d'élections. »

Commentant les appels à l'expulsion de l'ambassadeur de Syrie au Liban, les milieux de l'Église maronite déclarent : « C'est une position politique formulée après l'assassinat du général Wissam al-Hasan, basée sur des hypothèses et des déductions et non pas sur des faits. La Syrie et un pays voisin et nous n'avons pas intérêt à nous en faire un ennemi. D'ailleurs, nous ne pouvons pas. L'armée syrienne n'est pas au Liban. Nous n'avons pas de preuves

que la Syrie joue un rôle de sabotage au Liban. Bkerké sait très bien que le Liban grouille de services de renseignement étrangers. Accuser la Syrie de l'assassinat d'al-Hassan est inacceptable, tant que des preuves ne sont pas présentées. »

Concernant les accusations lancées par Samir Geagea contre le Hezbollah dans l'assassinat de Wissam al-Hassan, les milieux de Bkerké affirment : « Comment un chrétien peut-il accuser un chiite d'avoir assassiné un sunnite ? De telles accusations peuvent provoquer des drames. Le conflit entre sunnites et chiites remonte à 1300 ans. Pourquoi les chrétiens doivent-ils approfondir le fossé au lieu d'essayer d'éteindre l'incendie entre les deux communautés ».

Al Akhbar (31 octobre 2012)

Hyam Kosseify

Comment le 14-Mars envisage-t-il de relever les défis auxquels il est confronté ? A-t-il tenu compte de la position du président de la République et du patriarcat maronite ?

Sur le plan politique, les forces du 14-Mars se heurtent à une multitude d'obstacles qui pourraient être résumés par une seule question : « Qu'est-il véritablement possible de mettre en œuvre pour faire face à la 'machine à tuer' ? » Ce n'est certainement pas le document politique rendu public par le 14-Mars qui lui tiendra lieu de planche de salut. D'autant que, dans le sillage de l'assassinat du général Wissam el-Hassan, la communauté internationale s'est mobilisée pour juguler la tension, après avoir compris que le Liban se trouvait à un dangereux tournant. Autrement dit, l'attitude du 14-Mars a failli faire voler en éclats l'apaisement que la communauté internationale appelait de ses vœux dans la conjoncture actuelle, qui demeure assez volatile. Le 14-Mars s'est donc retrouvé pieds et poings liés, après les appels internationaux à la retenue, voire à une marche arrière : la confrontation a dû être remise à plus tard, du moins jusqu'après l'élection américaine.

Enfin, reste à savoir comment le 14-Mars pourrait-il avancer sur la voie des législatives alors que la discussion du projet de loi électorale est bloquée au Parlement ?

Al Akhbar (31 octobre 2012)

Omar Nachabé

Pour la première fois dans l'histoire des procès internationaux, les audiences dans l'affaire de l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, qui débutent le 13 mars 2012, auront lieu en l'absence des accusés et sans révéler l'identité des témoins ou des parties lésées. Et comme dans les pays dictatoriaux, le verdict sera prononcé sans prendre en considération le moindre impératif de la transparence. Ni le procès est public, ni les investigations sont secrètes. C'est l'inverse qui est vrai.

La chambre de première instance avait décidé de valider les jugements par défaut, en l'absence des accusés, et a nommé des avocats qui n'ont pas rencontré et ne sont pas entrés en contact avec les accusés. Et après que le procureur avait autorisé la comparution de témoins masqués. Voilà que vient maintenant le tour des victimes de l'attentat. Leur avocat a demandé que l'identité de 17 des personnes lésées soit gardées secrète.

Ainsi, le monde va assister à des procès inédits : ne les accusés sont présents, ni les témoins et ni les victimes ne sont connus. C'est un tribunal fantôme, dirigé par des juges, des avocats et les bureaucrates de la justice internationale, d'un endroit éloigné de plusieurs milliers de kilomètres du lieu du crime. Certes, les tribunaux internationaux font comparaitre parfois des témoins masqués, mais cela ne s'est jamais produit avec les procès par défaut. Le tribunal spécial pour le Liban et la première cour autorisant les procès par contumace.

Le principe des procès publics et des investigations secrètes, qui constitue un des piliers des procès justes et équitable, est complètement bafoué par le statut interne du TSL. Ce statut autorise que l'origine de certaines informations ne soit pas communiquée pour des « raisons de sécurité ». Il est également bafoué par les nombreuses fuites de l'enquête.

Al-Joumhouriya (Quotidien libanais proche du 14-Mars-2 novembre 2012)

Georges Sassine

Quelques jours avant l'élection présidentielle aux États-Unis, Paris a été le théâtre d'une série de rencontres de concertations et de coordination entre des responsables français d'une part et des

responsables russes et israéliens de l'autre. Les divergences existent toujours bel et bien entre Paris et Moscou, en dépit des tentatives visant à réduire le fossé entre les deux pays concernant la crise syrienne.

L'Orient-Le Jour (Quotidien francophone proche du 14-Mars)

(2 novembre 2012)

La conjoncture présente sur la scène locale et les positions des différentes factions politiques ainsi que l'attitude de l'administration US concernant la situation au Liban ont été au centre d'une série de réunions que la sous-secrétaire d'État américaine pour les affaires du Proche-Orient par intérim, Elizabeth Jones, a tenues au pas de charge, à Beyrouth. Arrivée dans la nuit de mardi, venant du Caire, dans le cadre d'une tournée régionale, Mme Jones s'est entretenue avec le président Michel Sleiman, le chef du législatif, Nabih Berry, le Premier ministre, Najib Mikati, le leader des Kataëb, le président Amine Gemayel, et une délégation de ténors du 14-Mars. Ces concertations ont eu lieu en présence de l'ambassadrice des États-Unis, Mme Maura Connelly.

Un communiqué de presse publié par la présidence de la République indique dans ce cadre qu'au cours de son entretien avec le chef de l'État, « Mme Jones a transmis au président l'appréciation du président américain Barack Obama et de la secrétaire d'État, Hillary Clinton, pour les efforts déployés par le président en vue de préserver la stabilité politique et sécuritaire, et de relancer le dialogue dans le but de régler les problèmes et les différends entre les factions locales, sur base du respect des normes qu'impose la pratique démocratique ».

Le communiqué de Baabda indique en outre que la responsable US a mis l'accent sur « l'importance de la poursuite de l'action des institutions de manière à éviter tout vide sur la scène libanaise, plus particulièrement dans les circonstances présentes dans la région, afin de couper court aux retombées négatives au plan interne ». « Mme Jones a informé le président de la République de la décision du Pentagone de relancer le programme d'aides militaires américaines à l'armée libanaise afin qu'elle puisse jouer son rôle au niveau de la sauvegarde de la sécurité, de la stabilité et de la paix civile, souligne le communiqué de la présidence. La

responsable US a indiqué en outre que son pays a mis au point un programme d'aide aux pays qui abritent les réfugiés syriens, par le biais du Haut-commissariat pour les affaires des réfugiés. »

En soirée, la responsable US s'est rendue à la Maison du centre où elle a tenu une réunion avec une délégation du 14 Mars comprenant l'ancien Premier ministre Fouad Siniora, les députés Marwan Hamadé, Antoine Zahra et Samy Gemayel, ainsi que MM. Nader Hariri, Mohammad Chatah et Ghattas Khoury, en présence de l'ambassadrice US. Les entretiens ont été entrecoupés d'un dîner offert à la Maison du centre en l'honneur de la délégation américaine.

L'Orient-Le Jour (31 octobre 2012)

Scarlett Haddad

Qu'est-ce qui a pu pousser la communauté internationale, États-Unis en tête, à appuyer soudainement un gouvernement qui, il y a quelque temps encore, était considéré comme celui du Hezbollah ? Les derniers événements qui ont secoué le pays, notamment l'attentat contre le général Wissam el-Hassan ainsi que la manifestation place Riad el-Solh qui a abouti à un assaut raté contre le Sérail, ont finalement donné naissance à un cas de figure totalement inattendu qui se résume à un appui occidental inespéré au Premier ministre Nagib Mikati et à son gouvernement. Certes, depuis quelque temps déjà, ce gouvernement avait montré à ceux qui veulent voir qu'il était loin d'être celui du Hezbollah, puisque ses principales décisions avaient consisté à maintenir en place l'appareil du courant du Futur au sein des institutions étatiques, en dépit des revendications de certaines de ses composantes essentielles à verser la part du Liban dans le financement du TSL, respecter les directives financières imposées par les États-Unis et adopter une politique de dissociation à l'égard de la crise syrienne. C'est d'ailleurs ce qui lui avait valu à plusieurs reprises les éloges des Européens et des Américains, sans lui ouvrir toutefois totalement les portes de l'Arabie saoudite.

Mais l'assassinat du général Wissam el-Hassan aurait pu changer la donne. C'est en tout cas ce qu'a cru le 14-Mars, et le courant du Futur en particulier, qui s'est empressé de faire assumer la responsabilité de l'attentat à Mikati en personne tout en réclamant

clairement son départ. Selon des sources proches du président de la Chambre, Mikati aurait réellement songé dans les premières heures qui ont suivi l'attentat à présenter sa démission. Il se serait d'ailleurs rendu secrètement à Aïn el-Tiné pour un entretien à ce sujet avec le président de la Chambre Nabih Berry. Mikati aurait ainsi révélé son intention de présenter sa démission et Berry a aussitôt demandé à son adjoint le ministre Ali Hassan Khalil ainsi qu'au ministre Ghazi Aridi d'assister à cette réunion. Pendant plusieurs heures, les quatre hommes ont discuté de toutes les possibilités et le ministre Aridi a exposé les constantes de Walid Joublatt qui se résument en une phrase : le refus total d'un vide du pouvoir au Liban dans une étape aussi sensible. Au cours de cette réunion, l'idée de former un gouvernement d'union nationale a été lancée par Berry, qui a assuré à ses interlocuteurs qu'il était en contact avec le général Michel Aoun, avec Sleimane Frangié et avec Hussein Khalil (le conseiller politique du secrétaire général du Hezbollah). Il se portait donc garant d'obtenir leur aval à cette formule. Les quatre personnalités se sont ainsi mises d'accord sur la nécessité d'établir un dialogue avec les autres partenaires au sein de la nation. Elles ont estimé que le dialogue devrait se tenir au niveau des pôles qui participent à la conférence de dialogue national (qui devait se tenir le 12 novembre à Baabda), et si ceux-ci s'entendaient sur la formation d'un gouvernement d'union nationale, celui-ci devrait voir le jour dans les plus brefs délais. De la sorte, le vide serait évité et la situation resterait sous contrôle. La réunion a pris fin et Nabih Berry s'est chargé de commencer à sonder les différentes parties au sujet d'un gouvernement d'union nationale. Mais le refus catégorique du 14-Mars de tout dialogue a coupé court à cette possibilité. L'assaut manqué contre le Sérail, dimanche dernier, a encore compliqué la situation et mis un terme à l'idée d'un nouveau gouvernement.

Pour la première fois dans l'histoire du Liban moderne, les cinq ambassadeurs des pays membres permanents du Conseil de sécurité en plus du représentant personnel du secrétaire général des Nations unies ont demandé un rendez-vous urgent au chef de l'État et ont tenu à parler en arabe pour éviter les fantaisies de la traduction. L'objectif de ce rendez-vous urgent était donc d'assurer le Premier ministre et son gouvernement de l'appui de la

communauté internationale, par crainte d'un vide au sein du pouvoir, qui ouvrirait la voie à une déstabilisation du Liban. Mikati ne pouvait pas rêver mieux, et désormais il a renoncé à l'idée de démissionner. Plus même, si les différentes parties devaient s'entendre sur la formation d'un gouvernement d'union nationale ou d'un gouvernement de transition, c'est lui qui devrait le présider. Il a ainsi réussi, par sa personnalité calme et discrète, à rassurer ses partenaires au sein de la coalition gouvernementale, mais aussi les représentants de la communauté internationale, qui voient en lui la garantie d'un minimum de stabilité au Liban. Cette stabilité est d'ailleurs une exigence internationale pour deux raisons principales : la communauté internationale ne veut pas d'événements qui pourraient détourner l'attention internationale du dossier syrien, et ensuite, avec la prolifération des groupes islamiques incontrôlables, si le Liban s'embrasait, le feu pourrait s'étendre à d'autres pays de la région, comme la Jordanie. Ce qui pourrait remettre en cause l'accord de paix conclu entre le royaume hachémite et Israël, et aboutir à une totale redistribution des cartes régionales.

Ria Novosti (Agence de presse russe, 31 octobre 2012)

Selon le site internet du quotidien *Al-Hayat* des médecins légistes français et suisses envisagent d'exhumer en novembre la dépouille de Yasser Arafat pour établir les causes de son décès. Les spécialistes suisses travaillent à la demande des autorités palestiniennes et leurs collègues français, dans le cadre de la procédure pénale engagée à l'initiative de la veuve du leader palestinien, Souha Arafat. L'enquête portant sur les causes de la mort d'Arafat a été ouverte l'été dernier suite à la découverte de polonium-210 dans ses objets personnels. Cette substance hautement radioactive a été découverte lors d'analyses effectuées à la demande de la chaîne qatarie *Al-Jazeera* par des chercheurs de l'Institut de radiophysique (IRA) à Lausanne.

Pierre Khalaf

Source
[New Orient News \(Liban\)](#)

Source : « Clinton dissout le Conseil national syrien », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 7 novembre 2012, www.voltairenet.org/article176491.html

